

Crimes de
Classes B & C

Document de l'Accusation
No. 2772

INDOCHINE FRANÇAISE

Ministère Public International
Division Française
Janvier 1947

Robert ONETO,
Procureur Associé pour la France

Dossier présenté
par le Commandant Roger DEPO

INTRODUCTION

La Division Française de l'IPS soumet à l'attention du Tribunal un nombre restreint de témoignages, extrait d'une volumineuse documentation, relatant les atrocités et les meurtres commis sur toute l'étendue du territoire indochinois par les troupes japonaises à l'égard des populations civiles et des prisonniers de guerre.

Les démonstrations relatives aux crimes des classes B et C apportées les jours précédents par les autres sections de l'IPS rendent inutiles l'apport de multiples documents répétant pour l'Union Indochinoise les détails déjà donnés pour d'autres territoires.

Les documents qui vont être présentés au Tribunal ont pour but seulement de donner quelques exemples des agissements de l'Armée Japonaise en Indochine.

Avant de commencer la présentation de ces documents, nous demandons l'autorisation de rappeler brièvement trois documents déjà connus de la Cour.

I. Le document I.P.S. No. 2867, exhibit No. 663, est un rapport officiel du Grand Quartier Général de l'Armée Japonaise du Sud. A la Page 5 de ce document, 1er paragraphe, lettre A, page 7176 du Record, nous pouvons lire:

"Même, si les Français rejettent les exigences japonaises, les relations entre les deux pays ne seront pas considérées comme celles entre belligérants.

Cependant, le Japon ne sera pas lié par les traités existants, concernant l'Indochine Française".

II. Le document I.P.S. No. 2665, exhibit no. 665, page du Record 7193 et 7194 contient le texte de l'avertissement solennel adressé par le Gouvernement Français au Gouvernement Japonais au sujet des violences exercées sur les populations indochinoises par les forces armées Impériales.

III. Dans le document I.P.S. no. 2667, exhibit no. 663, page 7 du document, conclusion, dernier paragraphe, page 7181 et 7182 du Record, le Grand Quartier Général de l'Armée Japonaise du Sud déclare:

"En outre, les mesures prises en Indochine Française furent basées sur les directives de TOKYO et ne furent pas une décision arbitraire de l'Armée Japonaise locale. Toutes les troupes Japonaises militaires, officiels, civils, quelque humble qu'aient pu être leurs fonctions, agissent toujours uniquement par ordres des Commandements Supérieurs et sous leur responsabilité, accomplirent avec la plus grande fidélité chaque tâche fixée."

Avec la permission de la Cour, les documents relatifs à cette phase de l'accusation vont maintenant être présentés par mon collaborateur le Commandant Roger Depo.

A - POPULATIONS CIVILES.

1. Le document de l'accusation No. 2772 I-1, affidavit de JULLIEN Remy, est présenté comme preuve à la Cour.

Dans ce document, le témoin relate les mauvais traitements et les tortures, infligés à des civils français et à un officier aviateur américain dans les locaux de la Gendarmerie Japonaise de Vinh. Certaines de ces victimes sont mortes des traitements subis.

Avec l'autorisation de la Cour, je vais donner lecture de ce document.

2. Le document de l'accusation No. 2772 I-2, affidavit de COUDOUX
Joan Francois, est présenté à la Cour pour identification.
Seuls les extraits marqués sont à retenir comme preuve.

Ce document, sur le sort des prisonniers civils de la
Gendarmerie japonaise de Vinh complète le dernier document No.
2772 I-1 déjà produit et portant le numéro d'exhibit _____.

Il donne des détails sur les supplices suivis de mort,
infligés à deux civils français Mrs. SURLAU et URIET.

Avec l'autorisation de la Cour je vais donner lecture des
extraits marqués.

3. L'affidavit de Mme Veuve BERTRAND, document de l'accusation No. 2772 I-1 est présenté à la Cour comme preuve.

Dans cet affidavit, l'intéressé relate la découverte du corps de son mari, interne civil, mort des suites de tortures, à la Gendarmerie Japonaise de Saigon.

"I asked him what my husband died of. He replied, 'Your husband had fever in the night. The Commandant gave him an anti-malaria injection and he slept. This morning he did not awake.' Then they led me to see the body of my husband. It was on the ground floor on a short stretcher covered with a covering in a repulsive condition. The body was covered with bruises, the upper lip swollen and contused, one eye quite shut, the other half open. They then loaded the corpse into a military truck and asked me where they had to take it. I told them the morgue of the Gall Hospital. I got into the same vehicle, accompanied by Capt. TOMONO and two Japanese interpreters. When we had reached Gall they asked Chief Medical Officer GUEDON to come and confirm the state of the body and to have it put in a coffin as soon as possible.

The Japanese busied themselves with the papers of the Civil Commission. Friends were forbidden to enter the morgue.

When the blessing of the body and the bestowal of it in the casket were finished TOMONO made me sign a paper ordering me to say nothing on the subject of the death of my husband and a receipt for the sum of 100 piastres from the military police.

Next I went to the cemetery, always accompanied by Japanese Military Police."

4. Le document de l'accusation No. 2772-E-1, affidavit de MONNET
Jeanne, est présenté à la Cour pour identification; les extraits
marqués sont donnés comme preuves.

Ce document relate notamment le viol de l'intéressée par
deux officiers japonais:

"We slept in the servants' quarters; my sister aged 13 and myself
in the same room.

Next day, 14 March, in the evening, about 10 o'clock two officers
of Col. SHIZUME's staff, a major and a captain (I recognized them by
what followed) came into our room. While one held me, the other took
off my pyjama trousers and abused me, then, changing over their roles,
I had to submit to the other. It caused me a good deal of pain as I
was a virgin and I fainted. For this reason, I cannot say what was
done to my sister."

5. Le document de l'accusation No. 2772 E-2, qui est un compte-rendu du capitaine français de gendarmerie MERIAN, est présenté à la Cour comme preuve.

Cette pièce relate les mauvais traitements subis et la mort par strangulation d'un coolie indochinois.

Je vais donner lecture de ce document avec l'autorisation de la Cour.

6. Le document de l'accusation No. 2772 E-3, affidavit de Denise AVISSE, est présenté pour identification. Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Dans ce document, le témoin relate le massacre d'une quinzaine de civils et de prisonniers de guerre européens et indochinois. Parmi eux se trouvaient deux femmes françaises et un enfant de trois mois.

Avec l'autorisation de la Cour je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

7. L'affidavit de TAPUTUARI Tetani, document No. 2772 E-4 est présenté à la Cour pour identification, et les extraits offerts comme preuve.

Ce document décrit le viol qu'a dû subir le témoin.

"About 10:30, 4 Japanese made me go back into the magazine where I had spent the night. I tried to resist but they struck me and pushed me into this room. There, one of the soldiers came up and threatened me with his bayonet, another struck me and laid me on the ground. I was violated by one of them under the eyes of three others, one of whom was threatening me with his bayonet. Previously, they had torn my clothes off me."

8. Le document No. 2772 E-5 de l'accusation est présenté pour identification seulement. Les extraits marqués sont seuls offerts comme preuve.

Ce témoin d'origine indochinoise mentionne notamment le supplice d'un capitaine français, le massacre de treize officiers et soldats du génie et l'obligation imposée de force à des femmes indochinoises de se livrer à la prostitution.

Avec l'autorisation de la Cour je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

8. Le document No. 2772 E-5 de l'accusation est présenté pour identification seulement. Les extraits marqués sont seuls offerts comme preuve.

Ce témoin d'origine indochinoise mentionne notamment le supplice d'un capitaine français, le massacre de treize officiers et soldats du génie et l'obligation imposée de force à des femmes indochinoises de se livrer à la prostitution.

Avec l'autorisation de la Cour je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

9. L'accusation offre maintenant comme preuve le document No. 2772 A-4, affidavit de Fernand CASULA.

Le témoin relate le viol et l'assassinat d'une européenne à Long-Van et le viol d'une jeune fille française blessée et disparue depuis.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture de ce document.

10. La déposition de Madame REMIGREAU Paulotte, document de l'accusation No. 2772 A-5, est présentée à la Cour pour identification. Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Cette déposition constitue la relation des mauvais traitements et tortures subis par une femme française, et le viol d'une autre française.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture de ces extraits marqués .

11. Le document de l'accusation No. 2772 A-6, affidavit de Cécile CAZAJOUS, est soumis pour identification à la Cour. Les passages signalés sont offerts comme preuve.

Cet affidavit vient compléter le dernier document No. 2772 A-5, déjà produit et portant le numéro d'exhibit _____, mais il mentionne également le massacre au pont de Yen-Bien, à Hanoi (Tonkin) de vingt trois militaires français, prisonniers de guerre.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

12. L'affidavit du Chef de Bataillon MOULLET Albert, document de l'accusation No. 2772 A-3, est présenté à la Cour pour identification et les extraits signalés sont offerts comme preuve.

Ce document mentionne le viol particulièrement odieux et l'assassinat de deux femmes françaises. De plus, il donne le bilan des exécutions des prisonniers de guerres d'Extrême-Orient.

Pour des raisons de commodité et avec l'autorisation du Tribunal, nous donnerons lecture des extraits marqués de ce document quand nous traiterons la partie relative aux prisonniers de guerre.

13. Le document No. 2772 D-3 de l'accusation, qui est un compte-rendu du capitaine français de gendarmerie MERIAN, est offert à la Cour comme preuve.

Ce compte-rendu relate une affaire de coups et blessure sur la personne de trois indochinois de Bac-Ninh, dont l'un d'eux est décédé à la suite de ces violences.

14. Le document No. 2772 D-4 de l'accusation, compte-rendu d'un officier français, Capitaine de Gendarmerie MERIAN, est offert à la Cour, comme preuve.

C'est la relation de tortures et mauvais traitements subis par un indochinois Phung-Duy-Thieu et par un français M. SURENA, à la Gendarmerie Japonaise de Hanoi.

15. Le document No. 2772 D-5 de l'accusation, compte-rendu du capitaine de Gendarmerie MERIAN, est offert à la Cour comme preuve.

Ce compte-rendu relate les violences graves subies en 1942 par un français, M. CASABIANCA, enfermé dans une cage de la Gendarmerie Japonaise d'Hanoi.

16. L'affidavit de BABIN Pierre, document de l'accusation No. 2772 D-7, est offert comme preuve à la Cour.

Ce document relate les tortures et mauvais traitements qu'eurent à subir des civils français, internés à la Sûreté et à la Prison d'Hanoi.

Avec la permission du Tribunal je vais donner lecture de ce document.

17. L'affidavit de Maître Philippe DUQUESNAY, avocat a Hanoi, document de l'accusation No. 2772 D-8, est présenté comme preuve à la Cour.

Le témoin relate les tortures et les mauvais traitements exercés sur des civils français, détenus à la Prison d'Hanoi et dans l'immeuble de la Société "SHELL", transformé en prison par la Gendarmerie Japonaise.

Ce document vient compléter en ce qui concerne le régime de la Prison, le document No. 2772 D-7 déjà cité et portant le numéro d'exhibit _____.

18. Le document de l'accusation No. 2772 D-9, affidavit de M. Guy NOUBRIT, avocat à Hanoi, est offert au Tribunal comme preuve.

Le témoin donne une description des traitements subis par les Français détenus à la Sûreté de Hanoi.

Avec l'autorisation de la Cour je vais donner lecture de ce document.

19. Le document de l'accusation No. 2772 D-10, affidavit de TALBA Henri, est présenté pour identification. Les extraits marqués sont seuls offerts comme preuve.

Le témoin relate les tortures qu'il a subies à la Gendarmerie Japonaise de Tong.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

20. L'affidavit de TANGUY Joseph, document de l'accusation No. 2772 D-11
est présenté à la Cour pour identification. Les extraits marqués
sont offerts comme preuve.

Ce document relate l'assassinat d'un couple français à Hanoi.

20. L'affidavit de TANGUY Joseph, document de l'accusation No. 2772 D-11 est présenté à la Cour pour identification. Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Ce document relate l'assassinat d'un couple français à Hanoi.

21. Le document de l'accusation No. 2772 D-13, affidavit de B'LAODERE Antoine, est offert comme preuve.

Le ténin, emprisonné dans l'immeuble de la Société SHELL, à Hanoi, fait le récit des mauvais traitements et tortures, infligés à des civils français. Il relate notamment la mort d'un européen victime de ces atrocités. Ce document complète le document No. 2772 D-8 déjà présenté et portant le numéro d'exhibit _____.

"I saw several times M. LAURENT subjected to torture by mazoto. I saw the beating with rubber clubs carried out at the prison on 14 May, on the persons of Messrs. LITTEE, MAZERM, etc., one after another.

On 15 Apr., confronted with Mr. CERO, I witnessed the brutalities inflicted on him by the Japanese by means of a hard wooden ruler with metal edges. These brutalities although /relatively/ light by reason of the kind of instrument used, were none the less painful to the victim who was in a precarious state of health and who moreover died two days after."

22. Le document de l'accusation No. 2772 F-1 qui est l'affidavit de ROBERT Marcel, est présenté à la Cour pour identification. Les extraits marqués sont seuls offerts comme preuve.

Ce témoin raconte les tortures ordonnées par deux officiers japonais, dont un officier supérieur, et dont il a été victime à Cao-Bang.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture des extraits marqués de ce document.

23. L'affidavit de POLI Dominique, document de l'accusation No. 2772 G-1, est offert à la Cour comme preuve.

Ce document constitue la relation des tortures endurées par le témoin à la Gendarmerie Japonaise de Hanoi. Je cite:

"Next day at 7 o'clock in the morning I was taken to the Japanese Police Headquarters in the BONAL Boulevard, taken into an office there and told to take off my clothes. I was then bound to a table flat on my back. Without asking me any questions they inflicted the water punishment on me several times. Then I was unbound and dressed myself and was told to reflect.

Next day the same performance, but this time all day long. The day after that I was threatened with having to submit to torture under the eyes of my children. Always I was tortured the whole day long but my children were not brought there.

I had to undergo a daily period of torture until the 27th, the day on which I was to have been shot. On the 27th I was finally taken back to the police station where I was put in a cell in company with other companions."

24. Le document de l'accusation No. 2772 G-2, affidavit de LIMOUSIN
Français, est offert à la Cour comme preuve.

Dans ce document, le témoin fait le récit des tortures et
mauvais traitements, endurés par lui-même et les Français
détenus à Haiphong, dans l'immeuble de la Société SHELL et à la
Prison Centrale.

Avec l'autorisation du Tribunal je vais donner lecture de ce
document.

- ..
- ..
25. L'affidavit de CLAVE Jeanne, document de l'accusation No. 2772 G-3, est offert à la Cour comme preuve.

Madame CLAVE blessée d'un coup de baïonnette relate le pillage de sa maison et une tentative de viol dont elle fut le témoin.

26. Le compte-rendu du capitaine de Gendarmerie MERRAN, document de l'accusation No. 2772 G-5, est offert comme preuve.

Ce compte-rendu fait état des tortures infligées à un indochinois à Thuy Nguyen de Kien-Nan, arrêté sous fausse accusation de vol.

..
.. 27. Le document de l'accusation No. 2772 G-4, qui est l'affidavit
de CHEVIN Louis, est offert comme preuve à la Cour.

Dans ce document, M. CHEVIN relate les violences et
atrocités qu'il a subies, ainsi que le massacre de l'équipage
d'un avion américain aux environs de Haiphong.

Avec la permission de la Cour je vais donner lecture de ce
document.

28. Est maintenant déposé pour identification le document de l'accusation No. 2772 J-4. Les passages signalés sont offerts comme preuve.

Ce document est constitué par deux rapports de l'Inspecteur de Police MASSOT Martial, Attaché du Service Fédéral des Crimes de Guerre. Il comprend un rapport d'enquête sur l'exécution de 15 Chinois à Long-Tien-shen Octobre 1944, et un compte-rendu d'exhumation des corps.

Avec la permission de la Cour nous allons donner lecture des extraits signalés.

29. Le document de l'accusation No. 2772 K-1, rapport du Médecin Lieutenant CARTIER, concernant des exhumations pratiquées à Thakhek, est présenté comme preuve.

Les 17 corps exhumés sont ceux d'un des groupes de civils et de militaires français exécutés à Thakhek au cours d'un massacre collectif.

Avec l'autorisation du Tribunal nous allons lire la déclaration du Médecin Lieutenant CARTIER.

30. Le document de l'accusation No. 2772 J-5, qui est une copie des mandats et de compte-rendus de jugement adressés à SCAP par la Mission Française à Tokyo, est présenté comme preuve.

D'une part, ce document relate la condamnation par le Tribunal Militaire permanent de Saigon, de deux Japonais à des peines de travaux forcés pour meurtre et séquestration avec tortures, commis respectivement à Saigon et à Phanthiot (Sud-Annam) sur des civils français.

Je cite l'exposé des faits de la prévention du 1er condamné; le Médecin Capitaine SAITO Kinyoshi, qui était accusé de meurtre:

"On 18 August at temporary Camp C, rue du Docteur ANGIER, died Raymond DIDELOT, aged 50, Chief Inspector, unclassified of the Security Police.

The man answerable for this death should be Medical Captain SAITO. In spite of numerous oral remonstrances and several written reminders this strange Doctor obstinately maintained that the case of Mr. DIDELOT, attacked by sprue from 23 April 1945, was not serious and that his life was not in danger.

He stubbornly refused to send him to the hospital and even to cause the medicines necessary for his case to be sent /to the sick man/.

The day before he died, Mr. DIDELOT had lost 40 kilos (T.N. about 88 lbs.) and was already unconscious, but Doctor SAITO still stated that there was an improvement in his condition.

At the time, through incapacity and through hatred of the Whites, as many witnesses say, SAITO deliberately left a prisoner, who was under his care, to die.

Moreover, Doctor SAITO was, in April 1945, director of a camp of civilian prisoners at KRATIE.

SAITO, indicted before the Permanent Military Tribunal of SAIGON, at the hearing of 21 October, 1946. The above-named was found guilty of the acts charged against him and was sentenced to the punishment of eight years penal servitude, sentence of expulsion suspended, for murder.

He appealed to the Military Court of Appeal."

Citons maintenant l'exposé des faits de la prévention du deuxième condamné: Kyota Katsunagi, qui était inculpé de séquestration avec tortures:

"Officer Commanding Japanese Military Police Detachment of PANTHIEP from 15 Feb. 1945 up to the surrender. /He/ is the chief perpetrator of serious cruelties and ill-treatment of which several French /residents/ of PANTHIEP, imprisoned after 9 March 1945 under various pretexts, in the cages of the Japanese military police of this town.

Among the N.C.O.'s victims was, in particular, a missionary, Rev. Father BRUGIDOLL, ill, aged 60 years, on whom KYOTA vented his venom with a special ferocity.

This N.C.O. was officially pointed out by his victims in the course of an identification parade which took place on 25 February 1946 at the prison of CHI HOA.

..
..
: KYOTA, indicted before the Permanent Military Tribunal of
: SAIGON at the hearing of 21 October 1946; the above-named was found
: guilty of the charges brought against him and was sentenced to the
: punishment of 10 years Penal Servitude for illegal imprisonment with
: torture.

He did not appeal to the Military Court of Appeal."

D'autre part, le document No. 2772 J-5 donne les noms de sept
prisonniers de guerre japonais inculpés d'assassinats, jugés et con-
damnés par le Tribunal Militaire Permanent de Saigon. Deux d'entre
eux se sont vu appliquer la peine des travaux forcés à perpétuité,
les cinq autres ont été condamnés à mort.

B - PRISONNIERS DE GUERRERemarque introductive -

Avant d'exposer à la Cour la 2ème partie de l'accusation française, nous rappelons que certains documents déjà présentés dans la partie relative aux populations civiles faisaient état de témoignages sur le traitement des prisonniers de guerre en Indochine.

Nous les citerons pour mémoire. Ce sont:

le document 2772 I-1, exhibit no. _____, affidavit de JULLIEN Remy, torture d'un officier aviateur américain à la Gendarmerie Japonaise de Vinh (Annam);

le document 2772 E-3, exhibit no. _____, affidavit de Denise AVISSE qui concernait le massacre de prisonniers de guerre qui étaient mêlés à un groupe d'une quinzaine de personnes;

le document 2772 E-5, exhibit no. _____, qui relate le supplice d'un capitaine français et le massacre de treize officiers et soldats du génie;

le document 2772 A-6, exhibit no. _____, affidavit de Cécile CAZAJOU qui relate massacre de vingt-trois prisonniers de guerre Français, au pont de Yen-Bien à Haziang (Tonkin);

le document 2772 G-4, exhibit no. _____, affidavit de CHEVIN Louis qui fait état du massacre de l'équipage d'un avion américain aux environs de Haiphong.

Le document 277 X-1, exhibit no. _____, rapport d'exhumation du
Médecin Lieutenant CARTIER, qui donne la preuve de l'exécution de
militaires français à Tekhok (Laos).

Avec l'autorisation de la Cour, je vais maintenant présenter les autres documents relatifs aux prisonniers de guerre.

1. Le document de l'accusation No. 2772 J-2, déclaration d'ANTOUARD Léon, adjudant de Gendarmerie, est présenté à la Cour, pour identification.

Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Le témoin relate les mauvais traitements dont il a été victime lors de sa détention avec d'autres prisonniers à Mythe et à la Gendarmerie Japonaise de Saigon. (Cochinchine).

Avec l'autorisation du Tribunal nous allons donner lecture des extraits marqués de ce document.

Doc. No. 2772

2. Le document de l'accusation No. 2772 J-3, rapport du capitaine BEAUVALLET, est présenté à la Cour pour identification.

Les passages signalés sont offerts comme preuve.

Dans son rapport, le capitaine BEAUVALLET, décrit les mauvais traitements et les tortures qu'il a subi à la Gendarmerie Japonaise de Saigon - la vie des détenus - et il mentionne la mort de six personnes, civile et prisonniers de guerre, victimes des traitements subis et du manque de soins.

Lecture des extraits marqués de ce document, va être faite avec la permission de la Cour.

3. L'affidavit de ROUAN Georges, médecin capitaine des Troupes Coloniales, document No. 2772 D-1 de l'accusation, est maintenant présenté à la Cour pour identification, et les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Dans ce document, le Docteur ROUAN, relate la mort du médecin commandant COSTE, tué dans son bureau, à coups de sabre, malgré les insignes de la Croix Rouge Internationale qu'il arborait sur sa blouse de travail.

Avec la permission du Tribunal nous allons donner lecture des extraits marqués de ce document.

4. Le document de l'accusation No. 2772 D-2, affidavit de QUENARDEL André, Docteur en médecine, est présenté à la Cour pour identification. Les extraits narrés sont offerts comme preuve.

Dans son affidavit, le docteur QUENARDEL relate notamment: le traitement réservé aux prisonniers blessés, la transgression de la Convention de Genève et l'exécution de prisonniers de guerre à Hanoi.

"One of the most painful spectacles during the period which followed the fight of 10 March, was to see the forlorn condition in which the wounded soldiers of the French Army were left by the Japanese.

In one of the barracks -- that of the 1st R.T.T., the Senior Medical Officer, Medical Major Corte, had met with massacre at the hands of the Japanese. All the wounded were abandoned and it was not until some time during the third day that we were able to go to their aid. We retain, in particular, the memory of an irregular, seriously wounded in the thigh, in the middle of a courtyard, who had to lie there unable to move for three nights and three days on end, bathed in his blood and dying of thirst, without receiving the least assistance from numerous Japanese passing close beside him. These Japanese, over and above, formally forbade the French wounded to leave the places where they had been gathered together.

II. Death Punishment on P.O.W.

- (1) I was ordered by the Japanese on 10 March towards 1700 hours, to go to the Citadel to collect dead and wounded. It was not until

towards 2200 hours that the small Japanese posts allowed us, after plenty of threats, to enter this Citadel to carry out our task.

We were not a little surprised to come across, among the dead -- I will state only the cases of which I was an eye-witness -- Battalion Commander ESQUER witnessed several other cases -- a sub-Lieutenant and two adjutants with their hands tied behind their backs and showing a bullet wound at the height of the heart. Without any doubt at all this was a case of execution of prisoners and of officers for choice. It is impossible for us to clarify the reason for such executions, the bodies of those executed being very frequently mingled with other corpses."

5. L'affidavit du Sergent indochinois Lo-Dinh-Bao, document de l'accusation No. 2772 C-1, est présenté comme preuve.

Le témoin, dans son affidavit, relate le massacre des cadres français de la garnison de Vatchay (Tonkin).

Lecture de ce document va être faite avec la permission de la Cour.

6. Nous présentons maintenant à la Cour comme preuve, l'affidavit de
PORTE Laurent, Médecin des Troupes Coloniales, document de l'accu-
sation No. 2772 B-1.

Ce document expose le traitement des prisonniers de guerre
internés dans les camps de Hoa-Binh.

Ave la permission de la Cour nous allons donner lecture de ce
document.

7. L'affidavit de LAURENT Henri, document de l'accusation No. 2772 B-2, est présenté à la Cour pour identification. Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Ce document sur le traitement des prisonniers de guerre des camps de Hoa-Binh, vient compléter l'affidavit du docteur PORTE, document de l'accusation No. 2772 B-2, déjà produit et portant le numéro d'exhibit _____.

"Sent on August 1st to HOA BINH -- REPRISALS CAMP of 45 KILOMETER CAMP -- I was a witness to the following facts:

Every morning before leaving for work, sick persons - especially those ill with malaria and dysentery - would be mustered out before the thatches where they slept. At this time, a Japanese non-commissioned officer, group leader, would strike the men several times with a club until they fell to the earth half-unconscious; then he would make them get up and beat them again until they were carried away absolutely limp. It is to be remembered that these sick men were deprived of food, one meal out of every two, because they did not take part in work."

8. Le document de l'accusation No. 2772 A-1, déposition de l'adjutant chef SURYAU, est présenté à la Cour comme preuve.

Cette déposition relate le massacre de prisonniers de guerre à Hanoi.

Avec l'autorisation de la Cour, nous allons donner lecture de ce document.

9. La déposition de l'adjutant chef Infirmier POTIN, document de l'accusation No. 2772 A-2, qui est présentée à la Cour comme preuve.

Ce document fait mention du massacre d'un groupe d'une vingtaine de prisonniers de guerre exécutés sur le bord de la rivière d'Hagiang.

Il relate également l'assassinat d'un soldat de la Légion Etrangère.

Nous allons lire ce document avec l'autorisation de la Cour.

10. Le document de l'accusation No. 2772 A-3, exhibit no. _____, affidavit du chef de Bataillon MOULLET Albert a déjà été présenté à la Cour pour identification et les extraits marqués ont été offerts comme preuve.

Il a trait aux massacres de prisonniers de guerre d'Harian: dont il donne le bilan. Il relate également le viol et l'assassinat de deux Françaises.

Avec l'autorisation de la Cour, nous allons maintenant donner lecture des extraits marqués de ce document.

11. Le procès-verbal de déposition du capitaine Furukawa, document de l'accusation No. 2772 A-7, est présenté à la Cour comme preuve.

Cette pièce vient compléter le précédent document No. 2772 A-3, exhibit no. _____, once qui concerne le viol et l'assassinat de deux françaises - Furukawa avoue avoir tué à Xin-Man deux officiers prisonniers, et avoir exécuté avec l'aide d'un nommé Taketsubo 40 prisonniers de guerre français et indochinois de la garnison de Hoang Su Phay.

Nous allons donner lecture de ce document avec l'autorisation du Tribunal.

12. Je présente à la Cour le document de l'accusation No. 2772 C-2, affidavit de Si-A-Phuc, pour identification.

Les extraits signalés sont offerts comme preuve.

Dans son affidavit, Si-A-Phuc relate la suplice infligée à un soldat français brûlé vif par le japonais à Dai-Ha.

Nous allons donner, avec l'autorisation de la Cour, lecture des extraits marqués de ce document.

13. Le document de l'accusation, No. 2772 C-3, affidavit du soldat indochinois Vong Deng est soumis au Tribunal pour identification. Les extraits marqués sont offerts comme preuve.

Dans la déposition, le soldat Vong Deng relate le massacre de Dinh Lay d'un officier français, d'un lieutenant médecin indochinois, d'un caporal français et de 19 tirailleurs indochinois, tous prisonniers de guerre.

Avec l'autorisation du Tribunal, nous allons donner lecture des extraits signalés de ce document.

14. Je présente au Tribunal pour identification le procès-verbal de déposition du soldat de 1er classe Gren, document de l'accusation N°. 2772 E-7.

Les extraits marqués sont offerts comme preuve. Le témoin rescapé du massacre des prisonniers de guerre de la garnison de Dong-Dang relate l'exécution de cinquante prisonniers français et indochinois.

Avec l'autorisation de la Cour, je vas donner lecture des extraits signalés de ce document.

15. Le document de l'accusation No. 2772 E-6, affidavit du sous-lieutenant CHEMETERE Louis, est présenté à la Cour comme preuve.

Le témoin blessé et rescapé d'un des massacres des prisonniers de guerre de Langson, fait le récit de l'exécution d'un groupe d'officiers et de soldats.

Nous allons donner lecture de ce document, avec l'autorisation du Tribunal.